



"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" Karl Marx

L'aile rouge

Édité par des militants toulousains anticapitalistes de l'aéronautique

Dimanche 14 juin

Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement

Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.

La récupération sordide et coupable de la droite et de l'extrême droite

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

Le gouvernement et la police ont manifestement mieux à faire

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de viols – a présenté ses excuses au nom du gouvernement pour les manquements qui ont mené à la mort de Lyhanna.

Les procureurs lui ont répondu en rappelant l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de traitement des plaintes, car leur ministre leur demande de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La police et la justice sont bien plus rapides quand il s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes de quartiers populaires pour des petits larcins... ou de convoquer des syndicalistes et des militants qui ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des affaires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que spectaculaires. Après le scandale des violences dans le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 animateurs et animatrices... dont 43 pour des motifs qui n'ont pas de rapport.

Elle ne répond pas aux problèmes réels : les sous-effectifs dans les écoles, où un adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les 15 000 animateurs de la ville) sans formation...

Une question d'ampleur et de fond

Les responsables politiques de gauche disent aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de moyens. Mais c'est d'abord la prévention qui est sous-dotée : la répression, elle, n'empêche pas les violences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023 par la Commission indépendante sur les violences faites aux enfants (Ciivise) pour mieux détecter les cas et accompagner les victimes ont été rangées dans un tiroir... Après des décennies de suppressions de postes et de baisse des moyens dans les services publics, les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'ensemble des violences faites aux enfants : en 2025, au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans, et au moins cinq adolescents en stage ou en apprentissage ont été tués dans des accidents du travail, puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

Pour nous contacter : mail : toulouse@npa-revolutionnaires.org
instagram : @npa_revo_toulouse / site internet : npa-revolutionnaires.org



Si ce tract t'a plu, fais le circuler

Non, le compte n'y est pas

Après plus d'un mois durant lequel plusieurs centaines de travailleurs se sont mis en grève ou ont débrayé sur les différents sites Airbus, la direction acte qu'elle ne lâchera que 500 euros de prime « exceptionnelle ». Mais il manque toujours 1900 euros par rapport à l'année dernière et nous sommes nombreux à ne pas l'oublier.

La grève, c'est la dignité

Depuis les débrayages spontanés le 6 mai suite à l'annonce du montant de la prime de participation, nous avons été nombreux à ne pas accepter leur « dialogue social ». Sur Toulouse, près d'une centaine de collègues à chaque rassemblement.

Une seule idée dans les têtes : accepter les miettes ? Non, merci !

En face de nous, des extincteurs en action

La direction a joué la montre dans les négociations, étalées sur plusieurs semaines. Pendant ce temps, elle a trouvé du monde pour relayer ses mensonges : promesses qui ne coûtent pas cher par ici, menaces sur l'évolution par là.

Le montant de la prime n'est pas une fatalité, c'est un choix de la direction. Eh bien, se faire le relais de la direction, c'est aussi un choix... peu glorieux !



Flagrant délit de dialogue social à Airbus

La peur, ça peut changer de camp

Même certains chefs avaient regardé les premiers débrayages avec sympathie, avant de faire machine arrière car la pression venue d'en haut n'a pas tardé à venir. Des attaques, il y en aura toujours. La seule voie pour l'avenir est montrée par les grévistes : ne pas se laisser faire !

Et toujours plus !

Sur certains postes, comme au bâtiment Gramont 2, les chefs ont annoncé que des congés pourraient être annulés si les heures supplémentaires n'étaient

pas faites. Une drôle de façon de voir le « volontariat ».



La liberté, une valeur Airbus !

L'ULR vole... sans personne pour le voir !

L'ULR a fait son premier vol et nombreux ont pu le voir. Mais ni les sous-traitants, ni les compagnons et techniciens des postes sur lequel il a été assemblé n'étaient conviés pour le voir passer. C'est à dire tout que tout le monde l'a vu voler ... sauf ceux qui l'ont construit !

En haut, ça se goinfre & en bas, ça trinque

Alors que Faury s'augmente son salaire d'un tiers, que les profits sont en hausse de 23 % et que les grands actionnaires s'empiffrent, chez les ingés du digital et au-delà, les grands chefs coupent à fond dans les budgets. Résultat : des collègues sous-traitants sont virés, ceux qui bossent pour Airbus sont surchargés et tout le monde est dans l'incertitude. Révoltant !

Télétravail : Faury nous insulte !

Ramener de 2 à 1 le nombre de jours de télétravail maximum par semaine serait une mesure nécessaire pour accroître la productivité. Ce qui revient à dire que ceux qui télétravaillent sont des fainéants. Pourtant, les salariés en télétravail... travaillent.

Mais peu importe à Faury qu'éviter les trajets jusqu'au boulot permette d'économiser quelques euros précieux à l'heure où le prix des carburants s'envole. Car s'il y a quelques euros à gratter ici ou là, alors peu importe la volonté ou le "bien-être" des salariés !

Des grèves sur les salaires partout

La semaine dernière, les salariés du CSE d'Airbus étaient en grève pour revendiquer une augmentation de salaire. Le week-end d'avant c'était Décathlon. Et samedi dernier, c'était ceux d'Action. On est tous dans le même bateau : les grévistes ont bien raison d'aller chercher de quoi vivre dignement.